

# Ports français : reprendre la barre

*Fédération de Loire-Atlantique - Section de Nantes - Cellule des portuaires*

Les ports occupent une place stratégique dans le développement économique de notre pays. Ils sont des points d'appui essentiels pour l'industrie, le commerce international, l'énergie, la pêche et l'emploi. Autour d'eux se structurent des filières économiques entières et des bassins d'emplois qui font vivre des territoires entiers.

Les grands ports maritimes constituent ainsi de véritables portes d'entrée de l'économie française. Ils permettent l'acheminement des matières premières nécessaires à notre industrie, l'exportation de nos productions et l'organisation de chaînes logistiques indispensables à l'activité économique.

Dans un contexte où la transition écologique impose de transformer nos modes de transport, leur rôle devient encore plus central. Le développement du transport maritime et fluvial constitue l'un des leviers majeurs pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> liées au transport de marchandises. Renforcer l'activité portuaire, améliorer les liaisons ferroviaires et fluviales avec l'hinterland, organiser le report modal, ce sont autant de moyens concrets de diminuer la dépendance au transport routier et de construire un système logistique plus durable.

Pourtant, malgré ces enjeux économiques, industriels et environnementaux, la France souffre d'un manque de stratégie nationale dans les domaines portuaire et maritime.

Les politiques publiques demeurent fragmentées. Les investissements manquent de cohérence et les grands ports maritimes se retrouvent trop souvent en concurrence les uns avec les autres, faute de coordination nationale. Pendant ce temps, d'autres places portuaires européennes, mieux organisées et soutenues par des stratégies publiques claires, captent une part croissante des flux qui pourraient transiter par notre territoire.

Cette situation appelle un changement d'échelle. La France a besoin d'une véritable stratégie nationale portuaire et maritime. Une stratégie qui organise la complémentarité entre les ports, qui planifie les investissements nécessaires dans les infrastructures portuaires, ferroviaires et fluviales, et qui assume pleinement le rôle des ports dans le développement industriel et la transition écologique.

Mais une telle stratégie ne pourra émerger sans une mobilisation des territoires concernés. Les collectivités locales, les acteurs économiques, les salariés et leurs organisations syndicales doivent peser ensemble pour défendre l'avenir de leurs ports. La coordination entre les places portuaires doit être encouragée afin de sortir des logiques de concurrence stérile et de construire des coopérations au service de l'intérêt national.

Dans cette bataille, notre parti a une responsabilité particulière.

Si nous voulons peser sur les choix industriels, logistiques et maritimes, nous devons renforcer notre présence là où se prennent concrètement les décisions et où se crée la richesse : dans les entreprises, dans les zones portuaires, dans les filières du transport et de la logistique.

Historiquement, notre force a toujours reposé sur notre implantation dans le monde du travail et sur le lien étroit que nous entretenons avec les organisations syndicales. C'est cette présence qui nous permet de porter des propositions crédibles, ancrées dans les réalités vécues par les salariés et les territoires.

Les grands ports maritimes concentrent aujourd'hui des activités industrielles, logistiques et énergétiques majeures. Ils rassemblent des milliers de salariés, organisés dans des secteurs stratégiques pour l'avenir du pays. Renforcer notre présence militante dans ces entreprises, y structurer davantage notre organisation et y développer le travail politique en lien avec les organisations syndicales est une condition essentielle pour peser dans les choix qui concernent l'avenir de nos ports.

Cela suppose un effort d'organisation, de formation et d'implantation. Cela suppose aussi de redonner toute sa place au travail militant dans les entreprises, au plus près des salariés et de leurs luttes.

C'est à cette condition que nous pourrons contribuer à faire émerger une véritable stratégie nationale portuaire et maritime, tournée vers l'emploi, l'industrie et la transition écologique.

Reprendre la barre de notre politique portuaire, c'est aussi renforcer notre capacité d'intervention dans le monde du travail. Car c'est là, dans les entreprises et aux côtés des salariés, que se construisent les rapports de force qui permettent de transformer les choix économiques et industriels.